

RCS : PARIS  
Code greffe : 7501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations  
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2013 B 12482  
Numéro SIREN : 494 866 643  
Nom ou dénomination : A2C

Ce dépôt a été enregistré le 01/02/2022 sous le numéro de dépôt 14108



2201411703



**GREFFE DU TRIBUNAL  
DE COMMERCE DE PARIS**

**REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES**  
**PROCES VERBAL DE DEPOT D'ACTES**

**Dénomination :** A2C

**Numéro RCS :** 494 866 643

**Numéro Gestion :** 2013B12482

**Forme Juridique :** Société à responsabilité limitée

**Adresse :** 35 AV VICTOR HUGO  
75116 PARIS

**Numéro du Dépôt :** 2022R014108 (2022 14117)

**Date du Dépôt :** 01/02/2022

**- Type d'acte :** Acte sous seing privé

**Date de l'acte :** 08/06/2020

**Décision 1 :** Cession de parts

**fait à Paris, le 1 février 2022**

## CESSION DE PARTS DE S.A.R.L

SARL A2C

Capital de : 30 000 € divisé en 100 parts de 300 €

Siège Social : 2, passage Flourens, 75017 Paris

R.C.S : PARIS B 494 866 643

Objet : Ingénierie, études technique

Immatriculée : Le 02/02/2007

Cette société n'est pas à prépondérance immobilière

### Entre les soussignés :

**M. MEDDAH Faycel**

Né le : 24/02/1972 à : Lyon (69) de nationalité : française

Demeurant : 4, villa Saint Eloi , 95700 Roissy en France

Et

**Mme AGAISSE Laetitia**

Née le 01/02/1983 à Thiais (94) de nationalité : française

Demeurant : 4, rue de la Martinette, 60310 Dives

**Associés cédants**

**D'une part**

**Mme NAVARO Josée**

Née le 10/01/1964 à Strasbourg (67000), de nationalité : française

Demeurant: 74 BIS, rue du 3 Décembre, 68150 Ribeauvillé

**Associée cessionnaire**

**D'autre part**

Il a été exposé et convenu ce qui suit :

**M. MEDDAH Faycel** est propriétaire de 70 parts de 300 € chacune, de la SARL A2C, au capital de 30 000 €, dont le siège social est situé au 2, passage Flourens, 75017 Paris.

**M. MEDDAH Faycel** cède et transporte sous les garanti ordinaires de droit 70 parts qu'il possède de 300 € dans ladite société, numérotées de 1 à 70.

Par la présente session, **Mme NAVARO Josée** devient propriétaire des parts cédées avec effet au 08/06/2020, les droits et obligations y attachés.

La présente cession est en outre consentie et acceptée moyennant le prix de 1 € symbolique (Un euro Symbolique) que **M. MEDDAH Faycel** reconnaît avoir reçu de **Mme NAVARO Josée** dont il donne ici valable quittance.

**Mme AGAISSE Laetitia** est propriétaire de 30 parts de 300 € chacune, de la SARL A2C, au capital de 30 000 €, dont le siège social est situé au 2, passage Flourens, 75017 Paris.

**Mme AGAISSE Laetitia** cède et transporte sous les garanties ordinaires de droits 30 parts qu'elle possède de 300 € dans ladite société, numérotées de 71 à 100.

Par la présente session, **Mme NAVARO Josée** devient propriétaire des parts cédées avec effet au 08/06/2020, les droits et obligations y attachés.



## CESSION DE PARTS DE S.A.R.L

La présente cession est en outre consentie et acceptée moyennant le prix de 1 € symbolique (Un euro Symbolique) que **Mme AGAISSE Laetitia** reconnaît avoir reçu de **Mme NAVARO Josée** dont elle donne ici valable quittance. /

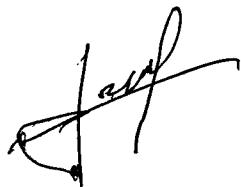
Sont intervenus ici :

**M. MEDDAH Faycel, Mme NAVARO Josée, Mme AGAISSE Laetitia** lesquels après avoir pris connaissance de cette cession, déclarent par application des articles 45 et 47 de la loi du 24 Juillet 1966 et des statuts, agréer cette cession.

Les frais, droits et honoraires et tous ceux qui en seront la conséquence seront supportés par le cessionnaire.

Fait à Paris, le 08/06/2020

**M. MEDDAH Faycel**



**Mme NAVARO Josée**



**Mme AGAISSE Laetitia**



Enregistré à : SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'ENREGISTREMENT  
ERMONT

Le 17/11/2021 Dossier 2021 00020411, référence 9504P61 2021 A 05739

Enregistrement : 25 € Penalités : 3 €

Total liquidé : Vingt-huit Euros

Montant reçu : Vingt-huit Euros

Régine APPELE  
Agent  
des finances publiques





2201411702



GREFFE DU TRIBUNAL  
DE COMMERCE DE PARIS

**REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIÉTÉS**  
**PROCES VERBAL DE DEPOT D'ACTES**

Dénomination : A2C

Numéro RCS : 494 866 643

Numéro Gestion : 2013B12482

Forme Juridique : Société à responsabilité limitée

Adresse : 35 AV VICTOR HUGO  
75116 PARIS

Numéro du Dépôt : 2022R014108 (2022 14117)

Date du Dépôt : 01/02/2022

- Type d'acte : Liste des sièges sociaux antérieurs

Date de l'acte : 08/06/2020

fait à Paris, le 1 février 2022

SARL A2C

Capital de : 30 000 € divisé en 100 parts de 300 €

Siège Social : 35, avenue Victor Hugo, 75116 Paris.

R.C.S : PARIS B 494 866 643

Objet : Ingénierie, études technique

Immatriculée : Le 02/02/2007

**LISTE DES SIEGES ANTERIEURS**

2, passage Florence 75017 Paris

*Florence*

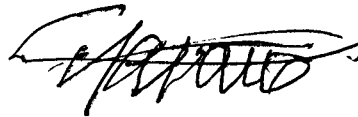
13, rue Saulnier, 92800 Puteaux

Certifié conforme

Fait à Paris Le 08/06/2020

La gérante

Mme NAVARO Josée







2201411701



**REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIÉTÉS**  
**PROCES VERBAL DE DEPOT D'ACTES**

Dénomination : A2C

Numéro RCS : 494 866 643

Numéro Gestion : 2013B12482

Forme Juridique : Société à responsabilité limitée

Adresse : 35 AV VICTOR HUGO  
75116 PARIS

Numéro du Dépôt : 2022R014108 (2022 14117)

Date du Dépôt : 01/02/2022

- Type d'acte : Procès-verbal d'assemblée générale extraordinaire

Date de l'acte : 08/06/2020

Décision 1 : Changement(s) de gérant(s)

Décision 2 : Modification(s) relative(s) aux associés

Décision 3 : Transfert du siège social  
2 passage Florence 75017 Paris

fait à Paris, le 1 février 2022

SARL A2C

Capital de : 30 000 € divisé en 100 parts de 300 €

Siège Social : 2, passage Florentin, 75017 Paris

R.C.S : PARIS B 494866643

Objet : Ingénierie, études technique

Immatriculée : Le 02/02/2007

Greffier du tribunal  
de commerce de Paris  
Acte déposé le :

- 1 FEV. 2022

Sous le N° :

PROCES VERBAL DE DELIBERATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE  
EXTRAORDINAIRE DES ASSOCIES

Le 08/06/2020 à Paris, les associés de SARL A2C au capital de 30 000 € se sont réunis en assemblée générale extraordinaire au siège et sur convocation du gérant :

M. MEDDAH Faycel

Il a été établi une feuille de présence qui a été émargée par chaque membre de l'assemblée en entrant en séance.

L'assemblée a été présidée par : M. MEDDAH Faycel

La feuille de présence certifiée exacte par le gérant permet de constater que tous les associés présents portent 100 % du capital social.

L'assemblée est ainsi en mesure de délibérer valablement.

Le gérant ayant déclaré que les associés peuvent prendre connaissance des documents suivants, mis à leur disposition :

Statuts de la gérance,

Les résolutions proposées à l'assemblée, la feuille de présence il a fait donner lecture des rapports et déclare ouverts les débats.

**Ordre du jour :**

Réintégration de la société  
Démission du gérant  
Election du nouveau gérant  
autorisation de cession de parts  
Transfert du siège social

Après s'être assuré que nul ne désire prendre la parole, le président a fait procéder au vote des résolutions suivantes :

**1<sup>ère</sup> RESOLUTION :**

La collectivité des associés a décidé la réintégration de la société au registre de commerce et des sociétés de Paris.

**2<sup>o</sup> RESOLUTION :**

La collectivité des associés a décidé d'entériner la démission du gérant le remercie de son dévouement.

11

12

### **3° RESOLUTION :**

La collectivité des associés a décidé d'élire aux fonctions de gérant la candidate Mme NAVARO Josée, née le 10/01/1964 à Strasbourg (67000), de nationalité française.  
Demeurant : 74 BIS, rue du 3 Décembre, 68150 Ribeauvillé

### **4° RESOLUTION :**

La collectivité des associés a décidé d'autoriser les cessions de parts entre M. MEDDAH Faycel, Mme AGAISSE Laetitia tous deux associés cédants d'une parts et Mme NAVARO Josée associée cessionnaire d'autre parts.

### **5° RESOLUTION :**

La collectivité des associés a décidé de transférer le siège social au 35, avenue Victor Hugo, 75116 Paris.

Les statuts seront modifiés en conséquence

Mise aux voix, ces résolutions sont adoptées à la majorité des voix requises, l'ordre du jour étant épuisé à 11 H 00, le président déclare lever la présente assemblée générale extraordinaire.

Fait à Paris Le 08/06/2020

La gérante

Mme NAVARO Josée







2201411704



**GREFFE DU TRIBUNAL  
DE COMMERCE DE PARIS**

**REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIÉTÉS  
PROCES VERBAL DE DEPOT D'ACTES**

Dénomination : A2C

Numéro RCS : 494 866 643

Numéro Gestion : 2013B12482

Forme Juridique : Société à responsabilité limitée

Adresse : 35 AV VICTOR HUGO  
75116 PARIS

Numéro du Dépôt : 2022R014108 (2022 14117)

Date du Dépôt : 01/02/2022

- Type d'acte : Statuts mis à jour

Date de l'acte : 08/06/2020

fait à Paris, le 1 février 2022



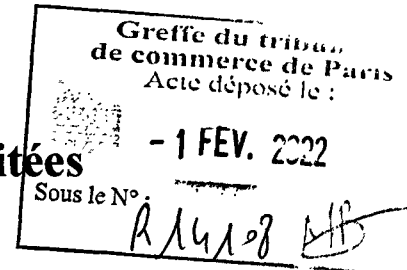
133 1102

certifié conforme à  
l'original

# STATUTS

Modifiés le 08/06/2020

**Société à Responsabilités Limitées**



**A2C**

**Capital : 30 000 €**

**Divisé en 300 parts de 100 €**

**SIEGE SOCIAL:**

**35, avenue Victor Hugo, 75116 Paris**



## Entre les soussignés

**Mme NAVARO Josée**

**Né le 10/01/1964 à Strasbourg nationalité française**

**Demeurant: 74 Bis, rue du 3 Décembre, 68150 Ribeauvillé**

Présentement établi ce qui suit, les statuts d'une société à responsabilité limitée devant exister entre eux, comme entre tous porteurs de parts sociales déjà créées ou à créer.

## TITRE PREMIER

### FORME-OBJET-DENOMINATION-SIEGE-DUREE

#### **ARTICLE 1<sup>er</sup> – FORME**

#### **SARL**

Il est formé par les présentes, entre les soussignés, ainsi qu'entre tous les porteurs de présentes parts et de celles qui seraient créées ultérieurement, une société à responsabilité limitée, qui sera régie par les présents statuts et par les lois en vigueur sur les sociétés commerciales, notamment les dispositions de la loi 66/537 du 24 Juillet 1966 et le décret 67/236 du 23 Mars 1967, tels que modifiés successivement par les lois n° 81/1160 et 81/1162 du 30 Décembre 1981, n° 84/148 du 1<sup>er</sup> Mars 1984 et 85/697 du 11 Juillet 1985 et 88/15 du 5 Janvier.

#### **ARTICLE 2 – OBJET**

La société a pour objet en France, dans les départements et territoires d'outre-mer, dans l'Union Européenne et à l'étranger directement ou par l'intermédiaire de filiales, existantes ou à créer ou au travers de toute prise d'intérêts ou de participation sous toutes leurs formes, dans tout groupement, toute entreprise ou société, quelle qu'en soit la forme juridique ou l'objet.

#### **ARTICLE 3 – DENOMINATION**

La société adopte la dénomination de : **A2C**

Tous actes ou documents émanant de la société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces, publications diverses, doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie lisiblement des mots : « Société à Responsabilité limitée », ou des initiales : « SARL », Société régie par la loi du 24 Juillet 1966 et par le décret du 23 Mars 1967 sur les sociétés commerciales, ainsi que de la désignation du siège social, du montant du capital et des dates et numéros d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

**Etudes, conceptions, agencements, renovations, installations électriques, hydraulique, climatisation, climatisation, isolation, ravalement**

#### **ARTICLE 4 – SIEGE SOCIAL**

**35, avenue Victor Hugo, 75116 Paris**

Il pourra être transféré en tout autre endroit de la même ville, par décision de la gérance, et en tout autre lieu, par décision collective des associés, prise à la majorité des trois quarts du capital.

#### **ARTICLE 5 – DUREE**

La durée de la société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf ans (99), à compter de la date d'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation prévues aux statuts.

Un an, au moins, avant l'expiration de la durée de la société, la gérance devra provoquer une décision collective des associés, aux conditions, requises pour les modifications statutaires à l'effet de proroger la durée de la société.

1. The first group of people who are interested in the study of the history of the world are the historians. They are people who are interested in the past and who want to know what happened in the world. They study the past in order to learn from it and to understand the present.

• • • • •

• **•**

[illegible]

A défaut, tout associé pourra provoquer une telle réunion, dans les conditions prévues par l'article 1866 du code travail.

## **TITRE DEUXIEME**

### **APPORTS – CAPITAL – PARTS SOCIALES**

#### **ARTICLE 6 – APPORTS**

**Les associés apportent en numéraire à la société, à savoir :**

|                                      |                    |
|--------------------------------------|--------------------|
| <b>Mme NAVARO Josée :</b>            | <b>30 000.00 €</b> |
| <b>Soit un apport en numéraire :</b> | <b>30 000.00 €</b> |

**La somme de 30 000 € représentant 100 % des apports en numéraire comme le stipule la loi n° 2001-420 du 15 mai 2001 a été déposée au compte commercial de la banque de la société**

Les associés reconnaissent avoir déposé ladite somme en intégralité au crédit d'un compte ouvert au nom de la société en formation. Le retrait de cette somme sera effectué sur présentation du certificat du greffier attestant l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés par le gérant ou par une décision ordinaire des associés

#### **ARTICLE 7 – CAPITAL SOCIAL**

**Le capital est fixé à la somme de 30 000 € (trente mille Euros). Il est divisé en 100 parts sociales (cent parts) d'une valeur nominale de 300 € (trois cent Euros) chacune, libérées en totalité, numérotées de 1 à 100 et ainsi réparties entre les associés :**

|                                                                                             |                        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------|
| <b>Mme NAVARO Josée :</b>                                                                   | <b>100 parts</b>       |
| <b>Chacune numérotées de 1 à 100</b>                                                        | <b>100 % des parts</b> |
| <b>Total égal au nombre de parts constituant le capital : 30 000 € (trente mille Euros)</b> |                        |

Conformément à la loi, les associés soussignés déclarent expressément que les 100 parts (cent parts) présentement créées, ont été souscrites en totalité par les associés sus désignés, et dans les proportions définies ci-dessus, qu'elles représentent bien les apports sus énoncés en numéraire et en nature qu'elles sont libérées en totalité.

#### **ARTICLE 8 – CESSION DES PARTS**

Les cessions de parts sociales doivent être constatées par un acte de cession notarié ou sous seing privé : elles sont opposables à la Société et aux tiers qu'après avoir été signifiées à la Société ou acceptée par elle, dans un acte notarié, conformément à l'article 1960 du code civil; en outre, aux tiers qu'après la publication au Registre du Commerce, conformément à l'article 31 du décret du 23 Mars 1967.

Les cessions de parts sociales à des tiers ne pourront être effectuées qu'avec le consentement du coassocié, ou de la majorité fixée par l'article 45 de la loi du 24 Juillet 1966, et dans les conditions fixées par ledit article. Entre les associés, les parts sont toujours librement cessibles.

#### **ARTICLE 9 – REPRESENTATION DES PARTS**

Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles.



Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la société par une seule et même personne nommée d'accord entre eux ou à défaut, par le Président du Tribunal de Commerce du lieu du siège social, à la requête de la partie la plus diligente.

Les usufruitiers et nus propriétaires doivent également se faire représenter par une seule et même personne nommée d'accord entre eux ; à défaut d'entente, toutes communications sont faites aux seuls usufruitiers et ceux-ci pourront prendre part aux décisions collectives.

#### **ARTICLE 10 – DROIT DES PARTS**

Chaque part sociale donne droit à une fraction proportionnelle au nombre des parts sociales existantes, dans la propriété de l'actif social.

#### **ARTICLE 11 – RESPONSABILITE DES ASSOCIES**

Les associés ne sont responsables que jusqu'à concurrence du montant de leurs parts, au-delà tout appel de fonds est interdit, sauf ce qui est mentionné à l'article 22.

#### **ARTICLE 12 – GERANCE**

La société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants, les associés nomment en qualité de gérant(e) :

**Mme NAVARO Josée**  
**74 Bis, rue du 3 Décembre, 68150 Ribeauvillé**

Pour une durée d'un an avec tacite reconduction.

Le ou les gérants ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société, dans toutes circonstances et pour faire et autoriser tous actes et opérations relatifs à l'objet social.

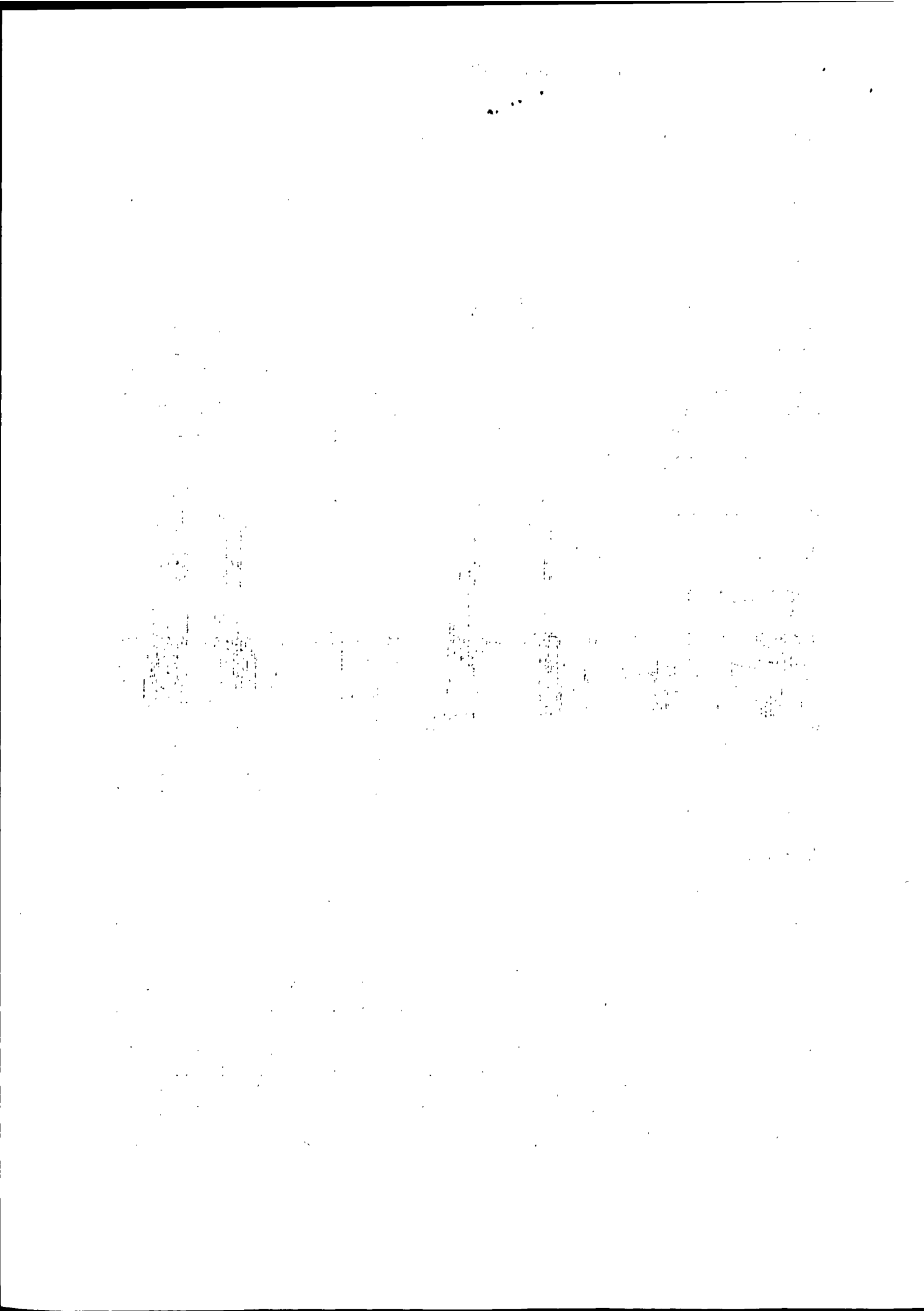
Les (le) gérants ont la signature sociale. Ils pourront se faire remplacer par un mandataire pour les opérations rentrant dans le cadre de celles ci-dessus prévues.

Toutefois, il est expressément stipulé que tous emprunts, toutes ventes, tous échanges d'immeubles ou de fonds de commerce, toutes constitutions d'hypothèques sur les immeubles sociaux ou de nantissements sur les fonds de commerce appartenant à la société et tous

apports à des sociétés constituées ou à constituer, ne pourront être réalisés qu'avec le consentement unanime des associés et sur leur signature conjointe à peine de nullité des engagements contractés par les gérants seuls, au mépris de la présente clause. Les gérants devront consacrer tout leur temps et tout leur soin aux affaires de la société.

#### **ARTICLE 13 – RESPONSABILITES DES GERANTS**

Les gérants ne contractent, à raison de leur gestion, aucune obligation personnelle ou solidaire relativement aux engagements de la société. Ils sont responsables envers la société, soit envers les tiers, des infractions aux dispositions de la loi du 24 Juillet 1966, des violations des présents statuts et des fautes par eux commises dans leur gestion, conformément aux articles 52, 53 et 54 de ladite loi et aux articles 45 et 46 du décret du 23 Mars 1967.



## **ARTICLE 14 – RENUMERATION DES GERANTS**

Les gérants ont droits, en rémunération de leur travail, et en compensation de la responsabilité attachée à leur gestion, à un traitement qui sera fixé ultérieurement.

Ledit traitement sera payable à la fin de chaque mois, et porté aux frais généraux, indépendamment de leurs frais de représentations, voyages et déplacements.

## **ARTICLE 15 – ASSEMBLEE**

Les associés se réunissent de plein droit tous les ans, sur convocation faite par les gérants dans les formes et délais fixés par l'article 57 de la loi du 24 Juillet 1966. Ils se réunissent plus souvent, s'il en est besoin, notamment pour donner aux gérants toutes autorisations spéciales. Toutes les décisions collectives ordinaires devront être prises d'un commun accord entre les associés. Dans le cas où il existerait plus de deux associés, les décisions collectives ordinaires devront être prises à la majorité prescrite à l'article 59 de la loi du 24 Juillet 1966 et à la majorité prévue par l'article 60 de ladite loi pour les décisions extraordinaires, c'est-à-dire celles ayant trait à des modifications statutaires.

## **ARTICLE 16 – DUREE DE L'EXERCICE**

L'année sociale commence le premier Janvier et finit le trente un Décembre.

## **ARTICLE 17 – LIVRE D'INVENTAIRE**

Il doit être tenu des écritures des affaires sociales, suivant les lois et usages de commerce, du passif de la société le compte d'exploitation générale de l'actif et du passif de la société, le compte de l'exploitation générale, le compte de résultat et le bilan. Il est établi un rapport écrit sur la situation de la société et l'activité de celle-ci pendant l'exercice écoulé. Ces textes et résolutions proposés, sont communiqués aux associés dans les conditions et les délais fixés par l'article 56 du 24 Juillet 1966. Ils sont soumis à l'approbation des associés réunis en assemblée dans le délai de six mois à compter de la clôture de l'exercice. L'inventaire, le compte d'exploitation, profits et pertes et le bilan sont transcrits sur un registre spécial et signés par le gérant.

## **ARTICLE 18 – BENEFICES**

Les produits de la société, constatés par l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux et des charges sociales, de tous amortissements de l'actif, et de toutes provisions pour risques commerciaux ou industriels, constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution du fond de réserve légale ; ce prélèvement cesse d'être obligatoire dès que le fonds de réserve a atteint le dixième du capital social. Il reprend son cours quand ledit fonds de réserve est réduit à moins du dixième du capital social.

Le surplus des bénéfices net est réparti aux associés, proportionnellement au nombre des parts qu'ils possèdent. Toutefois, sur le surplus des bénéfices, les associés pourront décider, d'un commun accord, à la majorité fixée par l'article 59 de la loi du 24 Juillet 1966, qu'il sera prélevé certaines sommes, soit pour être portées sur le fond de réserve extraordinaire, ou à un compte d'amortissement des parts sociales.

2. The second part of the document focuses on the implementation of the proposed changes. It details the steps involved in the transition process, from the initial planning phase to the final execution. This section also addresses the potential challenges that may arise during the implementation and provides strategies to overcome them.

3. The third part of the document discusses the impact of the proposed changes on the organization's overall performance. It presents a comprehensive analysis of the expected outcomes, including improvements in efficiency, cost reduction, and enhanced customer satisfaction. This section also includes a comparison of the current state of the organization with the projected future state.

4. The fourth part of the document provides a detailed overview of the financial aspects of the proposed changes. It includes a breakdown of the estimated costs and benefits, as well as a discussion of the funding sources and the expected return on investment. This section also addresses the potential risks associated with the financial aspects of the changes.

5. The fifth part of the document discusses the role of the various stakeholders in the implementation of the proposed changes. It identifies the key individuals and groups involved in the process and outlines their respective responsibilities. This section also emphasizes the importance of communication and collaboration among all stakeholders to ensure a successful outcome.

6. The sixth part of the document provides a summary of the key findings and conclusions of the study. It reiterates the importance of the proposed changes and the potential benefits they offer. This section also includes a final recommendation regarding the implementation of the changes and a call to action for the organization's leadership.

Les pertes, s'il en existe, seront supportées par les associés, proportionnellement au nombre de leurs parts, sans que, toutefois, aucun des associés puisse en être tenu au-delà du montant de ses parts.

## **ARTICLE 19 – SUCCESSION**

La société n'est pas dissoute par le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un associé.

En cas de décès d'un associé, la société continuera entre les associés survivants et les héritiers et représentants de l'associé décédé, titulaires des parts de leur auteur. Toutefois, les associés survivants auront la faculté de racheter soit en totalité, soit en partie, les parts dépendant de la succession, à la charge de faire connaître leur intention à cet égard aux héritiers et représentants de l'associé décédé, dans un délai de trois mois à partir du décès.

Cette priorité pourra être exercée par les associés survivants, pour un nombre de parts proportionnel à celui des parts qu'ils possèdent au jour du décès.

Le prix du rachat sera fixé par les intéressés sur les bases d'un inventaire qui sera dressé alors en la forme commerciale, valeur au jour du décès, par les associés survivants, les héritiers et représentants de l'associé décédé et en cas de désaccord, par un ou plusieurs experts désignés par Mr. Le Président du Tribunal de Commerce du lieu du siège social, statuant en référé, dans les conditions fixées par les articles 44 et 45 de la loi du 24 Juillet 1966.

## **ARTICLE 20 – PERTES**

Conformément à la loi du 30 Décembre 1981 en cas de pertes constatées dans les documents comptables, et si l'actif net de la société devient inférieur à la moitié du capital social, les associés décident, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, s'il a lieu à dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée à la majorité exigée pour la modification des statuts, la société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant au cours duquel la constatation des pertes est intervenue, de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves, dans ce délai, l'actif net n'a pas été reconstitué à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

## **ARTICLE 21 – TRANSFORMATION**

La présente Société pourra être transformée en Société en nom collectif, en commandite simple ou en commandite par actions par décisions unanimes des associés.

Elle pourra être transformée en Société anonyme dans les conditions fixées par l'article 69 de la loi du 24 Juillet 1966.

**ARTICLE 22** – A l'expiration du terme fixé par les statuts ou en cas de dissolution anticipée de la Société, la liquidation sera faite par les soins du liquidateur nommé à cette effet par les associés, dans les conditions prévues à l'article 16 ci-dessus, ou à défaut par l'un des associés désignés à la majorité fixée par l'article 60 de la loi du 24 Juillet 1966.

Le ou les liquidateurs auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif. Les premiers fonds provenant de la liquidation de la Société seront avant tout employés à l'extinction du passif et des charges de la Société envers les tiers.

Après cette extinction, les associés seront remboursés du montant de leurs parts sociales, ce qui sera réparti entre les associés dans les proportions des parts dont ils seront alors propriétaires.

1. 1. 1.

2. 2. 2.

3. 3. 3.

4. 4. 4.

5. 5. 5.

6. 6. 6.

7. 7. 7.

8. 8. 8.

9. 9. 9.

10. 10. 10.

11. 11. 11.

12. 12. 12.

13. 13. 13.

14. 14. 14.

15. 15. 15.

16. 16. 16.

17. 17. 17.

Toutefois, il est rappelé, qu'en cas de faillite ou de règlement judiciaire, le Tribunal de Commerce pourra décider que les dettes sociales seront supportées par les gérants ou associés ainsi qu'il est précisé dans l'article 54 de la loi du 24 Juillet 1966.

**ARTICLE 23** – Les héritiers, représentants ou ayant droit ou créancier d'un associé, ne peuvent, sous aucun prétexte, requérir l'apposition des scellés sur les biens et papiers de la société et s'immiscer, en aucune manière, dans les actes de son administration.  
Pour l'exercice de leurs droits, ils devront se référer aux présents statuts, aux modifications qui pourraient leurs être apportées, et aux décisions prises par les associés.

#### **ARTICLE 24 – INTERVENTION**

**Mme NAVARO Josée**

Intervient aux présentes pour satisfaire en tant que besoins aux dispositions de l'article 1832-2 du Code Civil.

#### **ARTICLE 25 – COMPETENCE**

Pour l'exécution des présentes, les soussignés font élection de domicile au siège de la Société, avec attribution de juridiction au Tribunal de Commerce de Paris

#### **ARTICLE 26 – PUBLICATION**

Tous pouvoirs sont donnés au porteur de l'un pour des originaux pour faire les dépôts publications prescrits par l'article 6 de la loi du 24 Juillet 1966 et les textes réglementaires.

#### **ARTICLE 27 – FRAIS**

Les frais auxquels le présent acte donnera lieu, seront à la charge de la Société. Ils seront portés au compte des frais généraux ; et amortis dès le premier exercice.

Fait en 4 Originaux, dont un pour l'enregistrement, deux pour les dépôts légaux, un pour rester déposé au siège social, conformément à la loi, une copie étant remise en outre à chaque associé.

Fait à Paris, le 08/06/2020

Chaque partie doit apposer de sa main sa signature habituelle, en la faisant précéder de la mention « LU ET APPROUVE »

Le gérant fera précéder sa signature de la mention « BON POUR ACCEPTATION DE LA FONCTION DE GERANT ».

Tous les associés doivent comparaître et signer.

**Mme NAVARO Josée**

